

Commémoration du 13 avril 1975 : Le silence pervers de l'oubli

OLJ / Par Sandra NOUJEIM, le 13 avril 2016



Les dédales étroits des vieux souks de Beyrouth formaient un espace public de rencontres et d'osmose.

« L'heure de la paix a sonné »: c'est le message adressé au peuple libanais par le chef de l'État en 1991 à l'occasion du premier anniversaire du 13 avril 1975 après la fin de la guerre civile. L'on peut y lire des phrases-clés, sur

lesquelles s'articule jusqu'à ce jour la rhétorique des responsables officiels sur le passé de la guerre. « La voie vers la paix peut être coûteuse pour certains, elle peut même porter préjudice à d'autres, mais il ne fait aucun doute que c'est la voie la plus profitable et la plus reposante pour tous. » Cela signifie que l'intérêt national ou « l'apaisement national » prime sur les vécus individuels ou collectifs de la guerre. Et que l'impératif de paix peut résorber les mémoires.

Le discours officiel n'évoque pas ces vécus imprégnés de violence ni la nécessité de les revisiter : le passé est artificiellement dépassé. « L'immense chantier » décrit dans le message se résume à « la restauration (matérielle) de ce qui a été détruit. » Rien n'est dit sur la spirale de la peur, de l'indicible et de l'incompris qui prend forme dans les consciences individuelles et collectives à peine extirpées de quinze années de guerre. Pas un geste de reconnaissance, pas un mémorial de guerre, seulement l'urgence de surmonter ce qu'on s'abstient officiellement de prononcer.

Le message appelle à une « renaissance culturelle ». Mais privée d'une réflexion sur le passé, cette dynamique serait évidée. Faire ainsi miroiter un espoir superficiel de renaissance en appelant à dépasser le passé suppose que celui-ci est antinomique de l'avenir. La souffrance qui lui est liée devient une entrave à l'édification de l'État. La mémoire est dès lors diabolisée. Les effets pernicioeux de cette diabolisation surgiront à l'échelle individuelle et sociétale : dans l'espace du débat public, jusqu'en 2005, toute allusion à la confession est jugée honteuse, et le slogan de la coexistence est invoqué mécaniquement, comme le salut à un dictateur. La peur ou du moins l'intrigue de l'autre (l'ancien ennemi, bourreau ou simple habitant de l'autre bord) persiste pourtant. Interdite de s'extérioriser, cette peur est refoulée.

Dans l'espace intime de la famille, très peu se dit sur ce qu'on a pu voir ou vivre – à l'exception des foyers murés dans le silence bruyant du deuil, ou suspendus à l'instant de la disparition d'un des leurs. Porteurs des stigmates visibles de l'après-guerre, ces foyers crient dans le désert. Leur détresse est un appel de conscience. Elle est réduite au silence. « Tous finiront par oublier », entend-on dire aujourd'hui dans les comités politiques restreints.

La seule référence explicite au passé a dès le départ été restreinte à la lecture que ceux-ci en font : « Vos responsables ont retenu les leçons répétées du passé, et apprécient à leur juste mesure le poids des expériences par lesquelles nous sommes tous passés », selon le message de Baabda du 12 avril 1991.

Le monopole des politiques sur la mémoire nationale a banalisé les histoires individuelles et usurpé l'écriture de l'histoire. Et le paradoxe entre l'identité des responsables politiques, anciens chefs de milice, et le discours de

l'après-guerre hostile aux milices, sera le premier indice de la perversité d'une paix incomplète. La loi d'amnistie de 1991 pardonnera aux auteurs de crimes perpétrés pendant la guerre, en excluant les crimes commis contre des personnalités politiques : le traitement inégalitaire des victimes se greffe sur le silence qu'on leur a imposé.

Dix ans plus tard, en mars 2001, un colloque national à Beyrouth – boycotté par le pouvoir, sur directive syrienne – a tenté d'inverser la politique de censure de la mémoire. Organisée par le comité « Mémoire pour l'avenir », la manifestation a voulu rétablir le lien viscéral entre la première et le second. Amal Makarem, présidente du comité, dénonçait une paix qui se résume à une trêve durable. « En se limitant à mettre un terme aux crimes de la guerre, sans chercher à enrayer le cours de leur immoralité, la paix allait devenir le décor d'une société infantilisée et déboussolée par sa propre barbarie », écrit-elle dans les actes du colloque. Un décor propice à la réédition des violences : « En passant directement à la phase d'oubli (pris dans le sens du refoulé et non de l'oubli salutaire), nous avons fatalement sombré dans la mémoire bloquée, et par conséquent dans l'enfermement. »

Bien que maquillé par une autocensure publique, l'enfermement – ou le repli identitaire – couve. Refoulé, il concentre un double sentiment de culpabilité et de honte de ressentir une gêne par rapport à la représentation subjective de l'autre ou de soi dans le passé de la guerre. Lorsque ceux qui ont activement participé à la guerre en parlent dans les médias – le plus souvent sous couvert d'anonymat et pas avant la fin des années 90 – ils suivent une démarche presque identique : ils disent avoir été entraînés dans des événements qui les dépassent, ils invoquent le devoir de défendre l'Etat ou une cause juste. Rares sont ceux qui explorent, dans les détails, certains actes qu'ils ont pu commettre.

Évoquer ces actes c'est reconnaître que le passé de la guerre a réellement existé et qu'ils en font partie. C'est accepter l'histoire et y reconnaître leur part de responsabilité. Le mutisme observé, même en pleine guerre, sur la manière ou les lieux où l'on disposait des cadavres, est significatif : le corps atteste de l'acte dont nul ne veut assumer la responsabilité.

La responsabilité est pourtant la ligne directrice du travail de mémoire. Elle est la clé de la réconciliation. Il s'agit de libérer le présent de l'immoralité de la guerre, qui bloque le passage de la coexistence communautaire au vivre-ensemble citoyen.

La question de la répartition des responsabilités fait toutefois l'objet d'un débat entre les initiateurs du travail de mémoire eux-mêmes. Faut-il seulement responsabiliser les auteurs d'actes physiques de violence ? Ou la responsabilité est-elle celle de tous les Libanais, « qui ont tué, été tués et se sont entre-tués » (pour reprendre les termes de l'Exhortation apostolique au

sujet de la guerre subie par les chrétiens du Liban) ?

Il semble que la seconde approche soit la plus efficace, étant plus prompte à briser l'attitude de repli provoquée par l'injonction officielle de l'oubli. La tendance est à reconnaître que « tous sont responsables » et à l'enraciner dans les mentalités : lorsque l'on fait partie d'un pays, on fait partie de sa guerre et sa guerre fait partie de soi.

Le photographe Nabil, dans les Murmures de Maroun Baghdadi, confie à Nadia Tuéni certaines de ses identités enfantées par la guerre : « Nabil est une multitude de Nabils... Il y a Nabil le politique, le gentleman, l'avare, le menteur. Je vais commencer par décrire celui que la guerre a rendu menteur. »